

L'Adresse—M. Crosbie

nous ramènent sur la route de la faillite qu'ils avaient fait emprunter au Canada avant que nous les arrêtions pendant quelques mois l'année dernière.

Quel sera leur déficit cette année? Il ne s'agit pas des 12.4 milliards que nous avons prévus, mais de 14.1 milliards de dollars.

Des voix: C'est une honte!

M. Crosbie: Les États-Unis vont réduire à néant leur déficit de la prochaine année financière. Les Américains sont convaincus que c'est la seule façon de surmonter l'inflation endémique qui sape leur système et le nôtre. Néanmoins, le nouveau ministre des Finances nous prépare un déficit de 14.1 milliards. Comme les États-Unis sont dix fois plus grands que le Canada, si leur dette se comparait à la nôtre, elle atteindrait 140 milliards. Néanmoins, selon cette déclaration, le gouvernement va accroître notre déficit de 3.7 milliards.

M. MacEachen: Absolument pas!

M. Crosbie: Absolument pas, dit le ministre. Si ce n'est pas le cas, comment va-t-il accroître ses recettes? Pourquoi n'a-t-il pas le courage de nous le dire ce soir?

Des voix: Bravo!

M. Crosbie: Et les emprunts? Si nous étions restés au pouvoir, nos emprunts se seraient montés cette année à 8.2 milliards de dollars. D'après sa déclaration insensée, le ministre des Finances actuel va porter le montant des emprunts à 11.7 milliards; c'est une augmentation de 3.5 milliards. Lorsque ce ministre des Finances siégeait dans l'opposition, le critique financier était l'actuel ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray). Ce dernier était contre la hausse du taux d'intérêt et a déclaré qu'il y avait moyen de faire quelque chose: qu'il y avait d'autres solutions. Mais maintenant que ces gens-là ont repris le pouvoir, le critique financier a été supplanté par le nouveau ministre des Finances qui déclare suivre la politique de Bouey, la politique de la Banque du Canada. Il prétend que c'est la bonne. A l'entendre, il n'existe aucune solution à part la politique de la Banque du Canada à l'égard des taux d'intérêt. Il n'existe pas d'autre solution, prétend-il, que la politique du gouverneur Bouey ou celle que nous avons suivie. Il y a quelques jours, il a répondu à une question en disant suivre la même politique que moi. En fait, il n'a pas très bien suivi ce qui s'est passé lorsqu'il était dans l'opposition et que nous étions au pouvoir.

Mais qu'en dit le gouverneur de la Banque du Canada dans le rapport annuel qu'il a déposé aujourd'hui? Le ministre des Finances l'a sans aucun doute lu très attentivement. Je cite un extrait d'un article paru dans le *Globe and Mail* du 20 mars:

«La Banque du Canada a prévenu le gouvernement fédéral que le grand déficit budgétaire défavorise les investissements et freine les gains au chapitre de la productivité nationale.

Les déficits budgétaires utilisent l'épargne qui autrement pourrait être canalisée par les marchés financiers vers le financement d'immobilisations.»

En outre, si le Canada souhaite réduire le déficit de la balance courante et le recours à l'épargne d'origine étrangère, le gouverneur déclare dans son rapport annuel ceci:

... on doit se préoccuper du rythme auquel le déficit budgétaire des divers paliers de gouvernement absorbent l'épargne intérieure.»

Voilà l'avertissement du gouverneur de la Banque du Canada. Le nouveau ministre des Finances a préféré l'ignorer et n'a pas le courage d'augmenter les impôts pour contenir le déficit budgétaire. Ce déficit va épuiser nos épargnes intérieures. Il va concurrencer le secteur privé qui requiert des capitaux sous forme d'équité et de prêts pour étendre sa capacité productive; or le secteur privé n'est point en mesure de le faire en ce moment étant donné l'important déficit du gouvernement qu'il nous faut assumer cette année.

En outre, cette année, de plus en plus de Canadiens se font rembourser leurs obligations d'épargne car le taux d'intérêt de 12 p. 100 qu'elles rapportent est trop faible, comparé aux taux d'intérêt offerts pour d'autres titres canadiens depuis l'accession au pouvoir, en mars dernier, du présent gouvernement.

On a l'intention de ne pas tenir compte des conseils du gouverneur de la Banque du Canada car ils ne sont pas très appréciés sur le plan politique. On ne peut cependant ignorer les augmentations des taux d'escompte car, comme l'a dit le ministre lui-même dans une entrevue, publiée le 18 avril dernier dans le *Star* de Toronto—notre Bible—:

M. MacEachen a déclaré que la réduction des taux d'escompte était «de bon augure» mais il a rappelé «que les taux d'escompte élevés qui nous ont été imposés et le rythme auquel ils augmentaient, il n'y a pas longtemps, étaient directement attribuables aux initiatives de nos voisins du Sud.»

Le ministre des Finances reconnaît donc qu'il est impuissant, qu'il n'est pas en mesure de faire quoi que ce soit, qu'il dépend des États-Unis et des taux d'escompte élevés qu'on y applique. Ce n'est pas ce qu'on nous avait dit quand M. Gray-le-cafard, en face de nous, jouait le rôle de critique financier. Mais on nous dit maintenant que le puissant Samson du Cap-Breton se trouve pieds et poings liés par les taux d'intérêt des États-Unis.

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Le ministre recyclé.

M. Crosbie: Comment le ministre peut-il réduire cet énorme déficit? Maintenant c'est le président du Conseil du Trésor (M. Johnston) qui a disparu. Il s'est dissimulé dans la noirceur comme un vampire.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: L'accroissement des revenus est le seul moyen de réduire le déficit, a déclaré Johnston au cours d'une entrevue au réseau CTV. On lui avait demandé s'il était vrai, selon lui, que le seul moyen de réduire le déficit était d'accroître les revenus. Il a répondu: «C'est exact, à mon avis». Eh bien, le message n'a pas été entendu du ministre des Finances. S'il veut réduire ce déficit, il lui faudra accroître les revenus parce que c'est la seule façon d'y arriver. Lors de sa nomination, le ministre des Finances a dit qu'il s'inquiétait mais ne s'affolait pas de l'énorme déficit gouvernemental de 11.8 milliards de dollars. Ce déficit ne l'affole sûrement pas car il l'a laissé croître de 3.7 milliards de dollars.

Et il a dit à la même occasion:

La meilleure façon de faire baisser les taux d'intérêt serait, bien sûr, de réduire de façon générale les pressions inflationnistes qui se font sentir au pays.